

MEMORANDUM

**" POUR UNE ACTION INTERNATIONALE
CONTRE L'INTOLERANCE, LA VIOLENCE
ET LE TERRORISME INTEGRISTES "**

En soumettant le présent mémorandum à l'appréciation des organisations syndicales de travailleurs attachées aux idéaux de liberté et de démocratie, l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A) s'acquitte du devoir de poursuivre son action d'information sur la crise multi-dimensionnelle qui affecte l'Algérie dans ses institutions, son économie, sa société et sa culture, sur fond de violence et de destructions, de déni des libertés et des droits fondamentaux de l'homme, collectifs et individuels.

Elle veut rendre compte d'une véritable tragédie, faite d'atteintes à la liberté de travail et à la liberté d'entreprendre, dont témoignent les nombreux assassinats de syndicalistes et d'opérateurs économiques, ainsi que les destructions qui frappent le patrimoine national (usines, équipements, écoles, lycées, universités, établissements d'enseignement technique et professionnel, ouvrages d'art,...)

La situation se caractérise par les graves atteintes aux valeurs et aux principes universels communément partagés et inscrits dans les instruments fondamentaux que le mouvement syndical international, dans son infinie richesse et diversité, a pour tradition bien établie, de porter très haut et de défendre inlassablement partout et en toutes circonstances.

Elle se caractérise par les violations systématiques de la déclaration universelle des droits de l'homme, de la déclaration de Philadelphie, des conventions de l'O.I.T, des différentes chartes consacrant solennellement les droits des femmes, des enfants, des handicapés ainsi que les droits démocratiques, économiques, sociaux et culturels.

Elle met singulièrement en relief la négation du droit à la vie, du droit de jouir, paisiblement et en toute sécurité, du fruit de son travail et de son investissement, des libertés de presse, d'opinion, de culte et d'exercice de la profession librement choisie.

Ces considérations se fondent sur le témoignage d'assassinats inqualifiables commis contre des écoliers, des apprentis, des lycéens, des étudiants, des journalistes, des écrivains, des artistes, des ouvriers, des paysans, des fonctionnaires, des agents du service public, des employeurs, des hommes de culte, des deux sexes, tant nationaux qu'étrangers.

Ces crimes immondes, couplés aux actes de séquestration, de viol, de torture, de mutilation de la personne humaine, de racket et de rapine à vaste échelle, sont le fait de l'intégrisme et de ses branches armées.

L'Algérie qui résiste, en souffre quotidiennement. Sur fond d'amalgames, de contre-vérités criardes, de propagande éhontée, de surenchères et de pratiques bassement politiciennes distillées ici et là, par des officines et des cercles, et qui ont culminé à Sant' Egidio, ce sanctuaire qui commue les actes de barbarie et de sauvagerie, en actes de foi et de résistance.

La mort et le sang des innocents: bébés, enfants, femmes, vieillards... se sont chargés de démentir ce plaidoyer contre-nature en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

L'après Sant' Egidio porte la marque sanglante de la montée en sauvagerie du terrorisme intégriste qui a connu un nouveau "pic" dans l'horreur : l'attentat à la bombe du Boulevard Colonel Amirouche, qui a profondément choqué et bouleversé l'Algérie et l'opinion internationale.

Le pacte de Sant' Egidio comporte la dimension d'une prime accordée au crime, clairement exprimée par l'un de ses co-signataires; l'assassin répondant du nom de HADAM, représentant du terrorisme et de l'intégrisme à Washington.

Si le dialogue comme forme moderne, civilisée et démocratique de dépassement de la crise, constitue en soi l'objectif majeur à atteindre, faudrait-il encore que les forces politiques et sociales qui s'en réclament, manifestent concrètement la volonté de le conduire résolument et solidairement dans le respect des principes fondamentaux en rapport avec la forme républicaine de l'Etat, le pluralisme, l'alternance démocratique au pouvoir, la condamnation du terrorisme et de la violence comme moyen de prise du pouvoir, la défense et la promotion des libertés et droits fondamentaux de l'homme, le rejet d'instrumentalisation de l'Islam à des fins politiques .

Sous cet éclairage, il est permis de relever que la rencontre de Sant' Egidio est, à la fois, une grossière manoeuvre et une ruse de guerre qui instrumentalise et internationalise la crise algérienne pour des appétits de pouvoir et des intérêts étroits et mercantiles, qui n'ont strictement rien à voir avec la recherche de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

Le dialogue auquel l'U.G.T.A adhère sans réserve et appelle avec constance n'a besoin d'aucune ingérence étrangère, qui, de surcroît, oeuvre à la légitimation du crime.

Les protagonistes qui croient en un " SMIG " démocratique et républicain peuvent l'organiser et le faire aboutir avec succès en Algérie même, à la faveur de conditions objectives déjà réunies, faites notamment de mesures de clémence, d'apaisement et de calme prises par le chef de l'Etat.

L'Algérie profonde, les forces de l'économie et du travail, sont attachées à ce dialogue et se distinguent par une résistance digne et courageuse. Par dessus tout, elle maintiennent l'Algérie debout.

Les institutions d'éducation et de formation, le service public au sens large du terme, les usines, les domaines agricoles, continuent de fonctionner, traduisant ainsi la condamnation sans appel de la stratégie obscurantiste, de regression économique et sociale et de la terre brûlée, mise en oeuvre par l'intégrisme.

L'Alérie qui reste debout, administre un démenti cinglant à tous ceux qui la défigurent et la représentent sous les aspects et l'image cauchemardesque d'un pays englué dans la guerre civile.

L'aspect sécuritaire de la crise que connaît l'Algérie est certes difficile et contraignant.

Il est néanmoins volontairement surdimensionné par une alliance contre-nature qui inscrit son action criminelle et destabilisatrice dans la logique d'une frustration née d'élections avortées, mécaniquement et machiavéliquement assimilées à l'arrêt du processus démocratique enfanté dans la douleur et la tourmente d'Octobre 1988.

Ce sentiment de frustration avancé pour légitimer terrorisme et destruction, dénis de droits et asservissement du peuple, correspond, en toute certitude, à la fabrication d'un faux alibi.

Il est extrêmement utile de rappeler, à cet endroit, que les prêches incendiaires dans les mosquées, les accusations d'apostat portées, y compris contre la démocratie, les agressions et les assassinats, les profanations des cimetières musulmans et

chrétiens, la grève insurrectionnelle de Mai - Juin 1991, l'occupation, par la force, des places publiques, le massacre de jeunes appelés au service national à Guemar, sont antérieurs au premier tour des législatives.

Des législatives malhonnêtes, truquées à tous les stades, contestées dans la quasi-totalité des circonscriptions, qui se sont déroulées sous la menace, dans l'angoisse et la tourmente, avec un taux de participation surgonflé, estimé à 50 % du corps électoral.

Des législatives frayant la voie à une victoire à la Pyrrhus et autorisant l'étranglement des libertés constitutionnelles et de la démocratie, et consacrant la pleine émergence et le règne sans partage du totalitarisme intégriste. Il ne faut jamais perdre de vue que ces législatives étaient conçues par le FIS dissous, comme l'instrument de concrétisation rapide et impérative des mots d'ordre: "la mithak, la doustour" (ni charte, ni constitution), "démocratie = kofr" (démocratie = hérésie), "dawla islamiya" (république islamique).

Le bref rappel de ces événements est essentiel pour saisir la genèse et l'évolution d'un mouvement qui regarde et détermine l'avenir sur les cendres des idéaux et des conquêtes de l'humanité.

Les subterfuges mis en avant par l'intégrisme et ses alliés ne s'arrêtent pas à la seule justification et légitimation du terrorisme.

Ils ciblent également l'effondrement de l'économie et de la société Algérienne.

Les parties au pacte de Sant' Egidio appellent les Etats et les partenaires commerciaux de l'Algérie à geler tout crédit et toute coopération et à exercer toutes autres formes de pression pour amener le pouvoir à conclure une "paix des braves" qui absoudrait le totalitarisme intégriste de tous ses crimes.

Il va sans dire que tout appui à un programme aussi apocalyptique contribuerait à l'affaiblissement et à la fragilisation de l'Algérie qui retentiront dangereusement sur le Maghreb, le bassin méditerranéen et le monde arabe.

L'U.G.T.A tient à appeler les organisations syndicales démocratiques et la communauté internationale à agir dans le sens d'une coopération mutuellement avantageuse avec l'Algérie, qui est et qui reste, un pays doté d'atouts économiques

et de ressources humaines formidables, parfaitement solvable et qui traverse un conjoncture difficile, avec la volonté de vaincre des difficultés somme toute passagères, à la faveur d'un redressement global, courageusement amorcé avec le concours de nombreux Etats et l'aide des grandes banques multilatérales.

L'Algérie est aujourd'hui en phase d'application avancée d'un programme de stabilisation qui a rompu avec le modèle économique antérieur et la prépare à une insertion organisée dans l'économie mondiale.

En créant toutes les conditions d'émergence d'une économie de marché véritable, l'Algérie a, plus que jamais, besoin des moyens de tous ordres: économiques, financiers, technologiques que requièrent la poursuite et l'approfondissement des grandes transformations envisagées dans l'économie, la société et la culture.

Cet appel de l'U.G.T.A vaut, dans le même temps, invitation à une réflexion collective plus poussée autour des programmes de stabilisation du FMI qui, dans leur conception comme dans leur mise en oeuvre, comportent des limites notoires à l'origine d'un diagnostic réducteur et d'une thérapie le plus souvent inadaptée.

Les effets pervers de ces programmes sur l'emploi, la production, l'investissement et la satisfaction des besoins essentiels découlent, notamment, de la surdétermination de la demande excessive globale comme facteur des déséquilibres économiques et de la sous-estimation, en conséquence, du poids relatif des autres causes de déséquilibres dus à des facteurs autres que la demande.

L'Algérie en souffre aujourd'hui en raison d'une année de sécheresse et de la chute drastique de ses recettes d'exportations et qui, au regard de la faiblesse des crédits compensatoires accordés par le FMI, l'ont obligée à couvrir ces pertes sèches, en prélevant la moitié des ressources correspondantes, sur les facilités procurées par le rééchelonnement de sa dette.

A travers le vécu quotidien des travailleurs, l'U.G.T.A est persuadée de la nécessité de poursuivre la concertation tripartite engagée avec le FMI, sous les auspices de l'O.I.T.

Une concertation qu'elle considère salubre et vitale et qui devrait progressivement conduire à une amélioration qualitative des programmes de stabilisation du FMI et à assurer une meilleure prise en charge de la dimension sociale du développement.

Face aux défis à relever, les partenaires sociaux oeuvrent à la réhabilitation de la concertation et approfondissent la réflexion collective autour du programme d'action à arrêter et à engager sur les fronts de la démocratie, de l'économie, de la société, de la culture et des solidarités à forger au niveau sous-régional, régional et international.

Dans ce cadre, l'U.G.T.A assumera pleinement sa part de responsabilité et contribuera, avec l'aide et l'appui des détachements démocratiques du mouvement syndical international, au succès des initiatives envisagées.

La 82ème session de la Conférence Internationale du Travail sera saisie des aspects essentiels de la crise qui affecte l'Algérie.

Cette saisine, qui revêt un caractère de légitimité et d'extrême urgence, n'est conçue sur aucune volonté préméditée ou délibérée d'introduire un débat de nature purement politique, qui ne relève pas de la compétence de l'O.I.T.

Elle est inscrite au coeur même des nobles idéaux de liberté, de démocratie et de justice qui fondent, et l'existence et l'action de l'O.I.T .

L'U.G.T.A est convaincue, plus que jamais auparavant, que le formidable débat ouvert par le Directeur Général du B.I.T autour de son rapport " la démocratisation et l'O.I.T " (Juin 1992) est d'une actualité si brûlante qu'il mérite d'être approfondi, enrichi et prolongé par des mesures d'action adaptées.

La justesse des idées développées et les initiatives destinées à les enraciner profondément, appellent un traitement qualitatif qui assure le dépassement des phénomènes négatifs déjà perçus et qui constituent la négation têtue et dévastatrice des droits les plus élémentaires.

L'intégrisme religieux est l'un de ces phénomènes aujourd'hui à l'oeuvre un peu partout dans le monde.

Il sévit en de nombreux pays et touche tous les continents. Il est porteur de conséquences incalculables sur la paix, la sécurité et la stabilité internationales.

Il délivre un message chargé de haine et d'exclusion, ancré dans l'obscurantisme, l'inquisition, la négation du droit à la vie comme de la marche de l'humanité vers plus de progrès, de justice et de lumière.

A l'occasion de la 79 ème session de la Conférence Internationale du Travail, de nombreuses voix se sont élevées pour attirer l'attention sur le péril intégriste et ont appelé l'O.I.T à réfléchir sur la contribution spécifique qu'elle a pour devoir d'apporter pour participer au désamorçage d'un processus mortel pour l'époque moderne.

Ces voix venaient conforter le grave souci formulé, en ces termes, par Mr. Michel HANSENNE: "La vigueur renouvelée des idéologies d'exclusion est préoccupante dans bon nombre de sociétés. Les conflits qu'elle engendre entraînent de graves souffrances. L'O.I.T doit renforcer sa présence parmi tous ceux qui cherchent à faire entendre la voix de la tolérance ".

L'U.G.T.A souhaite cette présence rassurante et solidaire de l'O.I.T auprès des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs d'Algérie qui n'en finissent de payer un lourd tribut pour la cause de la liberté et de la démocratie.

Elle souhaite cette présence aux cotés de toutes les autres organisations qui subissent les affres de l'intolérance, de la violence et du terrorisme intégristes.

Elle souhaite cette présence auprès de toutes celles et de tous ceux qui souffrent et se battent autour des acquis démocratiques, économiques, sociaux et culturels consacrés à l'échelle universelle, notamment par l'O.I.T., au moyen d'une action normative exemplaire exprimée en la forme d'instruments vitaux, aujourd'hui mis à mal, bafoués, foulés au pied par les hordes de la barbarie et de la sauvagerie intégriste.

L'U.G.T.A est convaincue de voir L'O.I.T joindre ses efforts à ceux déjà engagés à différents échelons, avec la volonté d'oeuvrer à une large convergence devant consacrer l'action résolue de la communauté mondiale pour faire face à l'internationale maffieuse-intégriste, qui a déjà scellé l'alliance des réseaux de l'intolérance, du crime et de la drogue.

L'O.I.T est par ailleurs fondée à agir dans ce sens au motif condamnable et clairement établi que l'intégrisme recourt à la violence pour imposer des changements et son hégémonie à la société.

L'U.G.T.A est persuadée que son appel sera entendu et relayé avec une force et une puissance renouvelées par le mouvement syndical international, aux fins d'une solidarité qui ne s'est jamais démentie avec les forces du travail et de l'économie qui résistent en Algérie.

Elle appelle les syndicats démocratiques de tous les pays, les Unions et Confédérations sous-régionales, régionales et Internationales à agir pour que la 82^{ème} session de la Conférence Internationale du Travail,

- organise un meeting de solidarité avec les organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs d'Algérie;
- autorise et appuie une exposition qui rendra compte des méfaits de l'intolérance et du terrorisme intégristes;

- adopte une déclaration solennelle qui condamne l'intolérance, la violence et l'intégrisme et soutienne les forces porteuses des idéaux de liberté, de démocratie et de justice.

L'appui à ces initiatives participera du souci d'une prise de conscience grandissante et d'une détermination sans faille qui mettent en échec toutes les formes d'intolérance, de haine raciale et d'apartheid véritable cultivés par l'intégrisme.

Dans ce combat pour le triomphe de la modernité et de l'universalité, de la paix et de la sécurité, de la démocratie et de la justice, la communauté internationale est en mouvement ascendant.

A l'échelle du Maghreb, du bassin méditerranéen, du monde arabe, au niveau de nombreuses organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, comme au niveau de nombreux Etats, l'intégrisme est condamné et mis à l'index et ses bases arrières terroristes sont en phase de démantèlement, notamment en France et en Belgique.

La dynamique anti-intégriste et anti-totalitaire appelle, en conséquence, des efforts plus intenses, plus soutenus et mieux coordonnés en perspective de résultats significatifs qui ne sauraient s'accommoder, en tout état de cause, des formes de laxisme et de bienveillance observées encore çà et là et qui survivent au nom de la raison d'Etat.

S'il est heureux de voir Amnesty International se résoudre, enfin, à condamner le terrorisme, il est non moins important d'appeler les gouvernements des pays démocratiques à rompre effectivement et définitivement les liens qu'ils maintiennent avec l'intégrisme.

Il ne sert à rien de diaboliser le Pouvoir ou les formes d'exercice du pouvoir pour justifier un dialogue impossible entre partisans et fossoyeurs de la démocratie.

Hors de la condamnation sans appel de l'intégrisme et hors du respect des principes fondamentaux, universels et non négociables qui se rattachent à la forme républicaine de l'Etat, au pluralisme, à l'alternance démocratique au Pouvoir, au rejet de la violence comme instrument de conquête du pouvoir, à la défense des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen, aucun dialogue crédible et sérieux ne peut être organisé et mené à son terme.

Il faut bien comprendre que l'édifice démocratique en Algérie reste une entreprise exigeante et difficile et cela d'autant plus encore que le pluralisme politique injecté par un pouvoir corrompu dans le prolongement des événements d'Octobre 1988 est l'expression de la transgression pure et simple de la constitution qui interdit expressément la création de partis politiques sur la base de la religion, de la culture et de la région.

Le présent mémorandum rend compte objectivement d'une crise globale exacerbée par l'intolérance et le terrorisme intégristes.

Il éclaire d'une lumière vive, les lourdes menaces qui pèsent sur la liberté et le droit et montre à l'évidence les violations systématiques des principes de la déclaration universelle des droits de l'homme, du pacte relatif aux droits civils et politiques, de la déclaration de Philadelphie, de la constitution et des conventions de l'O.I.T ...

Il est, à la fois, appel à la raison, au droit et à la conscience universelle pour que s'exprime la solidarité en faveur des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs d'Algérie qui résistent pacifiquement au totalitarisme et au fascisme intégristes.